

— in punt E.4 :

Barema A:

op 1.11.1991 :	851 042 — 1 323 144	op 1.11.1992 :	876 573 — 1 362 845
	3/1 X 23 732		3/1 X 24 444
	11/2 X 36 446		11/2 X 37 540

Barema B : na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

op 1.11.1991 :	1 051 066 — 1 610 471	op 1.11.1992 :	1 082 597 — 1 658 788
	11/2 X 50 855		11/2 X 52 381

**Art. 4.** In het voorlaatste lid van bijlage 5 van het voormelde besluit, wordt het bedrag vastgesteld op 469 679 frank op 1 januari 1991, op 474 376 frank op 1 november 1991 en op 488 608 frank op 1 november 1992.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991 wat zijn artikel 4 betreft, met ingang van 1 januari 1992 wat zijn artikel 2 betreft en met ingang van 1 november 1991 wat zijn artikel 3 betreft.

**Art. 6.** De Minister van de Regering tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 november 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister belast met de Begroting,

E. TOMAS

De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,

M. LEBRUN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 424

[C — 27058]

#### 4 NOVEMBRE 1993. — Décret modifiant le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 1er, alinéa 2, du décret du Conseil régional wallon du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'Office est un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. A moins qu'il n'y soit dérogé par le présent décret, l'Office est soumis aux dispositions de la loi précitée applicables aux organismes de ladite catégorie. »

**Art. 2.** L'article 2, alinéa 1er, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L'Office est chargé des missions suivantes :

1° les missions telles qu'elles sont définies à l'article 7, § 1er, litt. a, d, e, f et g de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale, ainsi que l'exécution des tâches assignées à l'ONEM, dans le cadre des mesures arrêtées par l'autorité nationale relativement au placement des chômeurs;

2° l'engagement d'intérimaires pour les mettre à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire autorisé par ou en vertu de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs. »

**Art. 3.** Dans le même décret sont apportées les modifications suivantes :

« 1° l'intitulé du chapitre V est remplacé par l'intitulé suivant : « CHAPITRE V. — Des directions subrégionales »;

2° l'article 21 est abrogé;

3° dans l'article 22, alinéa 1er, les mots « services subrégionaux » sont remplacés par les mots « directions subrégionales »;

4° dans l'article 22, alinéa 2, les mots « et ses services » sont remplacés par les mots « de ses directions ».

**Art. 4.** A l'article 23 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

« 1° le § 8 est complété par la disposition suivante :

« Toutefois, les emprunts contractés par l'Office pour les besoins du service visé au chapitre VIbis peuvent ne pas être destinés exclusivement à financer des dépenses en capital »;

(1) Session 1993-1994

Documents du Conseil. — 170 (1992-1993) nos 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 20 octobre 1993. — Discussion, vote.

2° il est complété par un § 4 et un § 5, rédigés comme suit :

« § 4. Le placement des disponibilités de l'Office est soustrait aux dispositions de l'article 12, § 2, alinéas 2, 3, 4, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le Comité de gestion détermine moyennant l'approbation du Gouvernement wallon les modalités de placement des disponibilités de l'Office.

Les intérêts de placement résultant de la gestion financière des volets budgétaires de l'Office prévus à l'article 37, alinéa 2, leur sont respectivement affectés selon les priorités et modalités fixées par le Comité de gestion.

§ 5. Il est constitué pour les besoins de l'Office un fonds de roulement alimenté notamment par subvention à charge du budget de la Région wallonne dont les montants et les modalités d'utilisation sont arrêtés par le Gouvernement wallon. »

**Art. 5.** Il est inséré dans le même décret un chapitre *Vibis*, intitulé « Du T-Service Interim » et comprenant les articles 26*bis* à 26*sexies*, rédigé comme suit :

**« CHAPITRE *Vibis* — Du T-Service Interim**

**Art. 26*bis*.** § 1er. Le Comité de gestion crée un service dénommé « T-Service Intérim », constitué notamment d'un réseau d'agences locales, lequel est, à l'exclusion de tout autre service de l'Office, compétent pour assurer la mission visée à l'article 2, alinéa 1er, 2°. Ce service dispose d'une autonomie en matière de gestion de personnel, gestions financière, comptable et technique.

§ 2. Les membres du personnel du T-Service Interim sont autorisés à passer les actes juridiques et administratifs nécessaires au fonctionnement normal des agences locales dans leurs activités économiques et sociales de placement de personnel intérimaire.

Ils peuvent dès lors accomplir seuls les actes suivants :

- 1° rédaction et signature d'un contrat de mise à disposition d'un travailleur intérimaire;
- 2° rédaction et signature d'une convention établissant des conditions particulières de mise à disposition chez un utilisateur;
- 3° rédaction de tout document ou attestation imposé par la loi en matière sociale;
- 4° inscription administrative des candidats intérimaires.

Les actes juridiques et administratifs qui doivent être accomplis pour assurer la gestion journalière et le fonctionnement du service de travail intérimaire sont accomplis sous la responsabilité du mandataire local.

Les actes juridiques qui concernent l'ensemble des opérations imposées par la loi en matière comptable, commerciale et en application des dispositions sociales soit à l'égard d'organismes publics, soit à l'égard des intérimaires, soit à l'égard des utilisateurs, sont accomplis selon leur nature soit par le comptable de l'agence locale soit par le comptable du service à l'administration centrale du T-Service Interim, et contresignés par le mandataire désigné à cet effet.

Sont exclusivement de la compétence de l'administrateur général, les actes juridiques qui doivent être accomplis en vue de concrétiser la politique générale de l'activité du T-Service Interim et qui sont relatifs à la gestion financière, comptable, commerciale, administrative, technique et juridique ainsi que ceux relatifs à la gestion des ressources humaines, à l'achat, à la location, au leasing, à l'aménagement de tout bien meuble ou immeuble nécessaire au fonctionnement du T-Service Interim.

L'administrateur général peut déléguer, avec l'accord du Comité de gestion, tout ou partie de sa compétence à l'agent chargé de la direction du T-Service Interim. Cette délégation doit être explicite. Elle est révocable.

§ 3. Le contrat de gestion établi conformément à l'article 3 comporte un chapitre consacré aux activités du T-Service Interim.

**Art. 26*ter*.** § 1er. L'activité du T-Service Interim est gérée selon des méthodes commerciales. Elle fait l'objet d'une comptabilité organisée conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Le Gouvernement wallon arrête les règles relatives à l'application de l'alinéa 1er, notamment en ce qui concerne l'inventaire des biens et liquidités affectés à l'activité du T-Service Interim ainsi que la facturation interne des prestations fournies par ou au profit des autres services de l'Office.

§ 2. Le volet du budget de l'Office visé à l'article 37, alinéa 2, deuxième tiret, comporte une section particulière, laquelle mentionne les recettes et les dépenses résultant de l'activité du T-Service Interim.

**Art. 26*quater*.** § 1er. Constituent des recettes du T-Service Interim :

- 1° les recettes propres de son activité;
- 2° le produit du placement de ses disponibilités;
- 3° le produit des emprunts visés à l'article 23, § 3, alinéa 2;
- 4° les subventions visées à l'article 26*sexies*.

§ 2. Les recettes du T-Service Interim sont affectées au paiement des dépenses liées :

- 1° à ses frais de fonctionnement;
- 2° aux rémunérations et charges sociales afférentes aux prestations des travailleurs intérimaires;
- 3° à des actions spécifiques en vue de faciliter l'insertion professionnelle des travailleurs intérimaires.

§ 3. Sur avis du Comité de gestion, le Gouvernement wallon arrête les principes de la tarification du T-Service Interim à l'égard des utilisateurs.

**Art. 26*quinquies*.** Il est constitué pour les besoins du T-Service Interim un fonds de réserve.

Le montant maximum de cette réserve est fixé à 100 millions de francs liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et constitué par un prélèvement sur le bénéfice des exercices antérieurs.

Les bénéfices du T-Service Interim sont affectés au fonds de réserve jusqu'au montant maximum visé à l'alinéa 2; ce montant atteint, les bénéfices restants sont répartis à l'exercice suivant au volet visé à l'article 37, alinéa 2, deuxième tiret, dont 50 % à la section du T-Service Interim.

Sur proposition du Comité de gestion, le Gouvernement wallon peut adapter le montant du fonds de réserve aux circonstances économiques.

**Art. 26*sexies*.** Il est constitué pour les besoins du T-Service Interim un fonds de roulement alimenté par le Fonds pour l'Emploi et éventuellement par subvention à charge du budget de la Région wallonne dont le montant et les modalités d'utilisation sont arrêtés par le Gouvernement wallon. »

**Art. 6.** A l'article 33, alinéa 1er, 5°, les mots « Comités et Services subrégionaux de l'Emploi » sont remplacés par les mots « Directions subrégionales ».

**Art. 7.** Le service visé à l'article 5 doit être mis en place dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 8.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 4 novembre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAELS  
Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD  
Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT  
Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON  
Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE  
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON  
Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 94 — 424

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

#### 4. NOVEMBER 1993. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1.** Artikel 1 Absatz 2 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Das Amt ist eine gemeinnützige, rechtsfähige und zu den Einrichtungen der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen gehörende Einrichtung. Außer wenn es vom vorliegenden Dekret abgewichen wird, unterliegt das Amt den auf die Einrichtungen der besagten Kategorie anwendbaren Bestimmungen des vorerwähnten Gesetzes. »

**Art. 2.** Artikel 2 Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Das Amt wird mit folgenden Aufgaben beauftragt:

1° den Aufgaben, wie sie in Artikel 7 § 1 *a, d, e, f* und *g* des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 betreffend die Sozialsicherheit festgelegt sind, und der Ausführung der Aufgaben, die dem Landesamt für Arbeitsbeschaffung im Rahmen der von der nationalen Behörde ergriffenen Maßnahmen bezüglich der Vermittlung der Arbeitslosen zugewiesen sind;

2° der Einstellung von Aushilfskräften, die zur Verfügung der Benutzer stehen sollen, zwecks der Ausführung einer durch das Gesetz vom 24. Juli 1987 über die befristete Arbeit, die Zeitarbeit und die Zuverfügungstellung von Arbeitnehmern an Benutzer oder aufgrund dessen genehmigten zeitweiligen Arbeit. »

**Art. 3.** In demselben Dekret werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Überschrift von Kapitel V wird durch folgende Überschrift ersetzt: « KAPITEL V.— Subregionale Direktionen »;

2° Artikel 21 wird aufgehoben;

3° in Artikel 22 Absatz 1 werden die Wörter « subregionalen Dienststellen » durch die Wörter « subregionalen Direktionen » ersetzt;

4° in Artikel 22 Absatz 2 werden die Wörter « und seiner Dienststellen » durch die Wörter « seiner Direktionen » ersetzt.

**Art. 4.** In Artikel 23 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

« 1° § 3 wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

« Die Anleihen, die vom Amt für die Bedarfe des in Kapitel VI *bis* erwähnten Dienstes aufgenommen werden, können nicht nur zur Finanzierung der Kapitalausgaben bestimmt werden »;

2° er wird durch einen § 4 und einen § 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« § 4. Die Anlage der verfügbaren Mittel des Amtes wird den Bestimmungen von Artikel 12 § 2 Absätze 2, 3 und 4 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen entzogen.

Vorbehaltlich der Zustimmung der Wallonischen Regierung bestimmt der Verwaltungsausschuß die Modalitäten betreffend die Anlage der verfügbaren Mittel des Amtes.

Die Zinsen der Anlage, die sich aus der Rechnungsführung der in Artikel 37 Absatz 2 vorgesehenen Haushaltsabschnitte ergeben werden ihnen jeweils gemäß den vom Verwaltungsausschuß bestimmten Prioritäten und Modalitäten zugewiesen ».

« § 5. Für die Bedarfe des Amtes wird ein Betriebsfonds gebildet, der insbesondere durch eine finanzielle Beihilfe zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region zugeführt wird. Die Beträge und die Benutzungsmodalitäten dieses Fonds werden von der Wallonischen Regierung festgelegt. »

(1) Sitzungsperiode 1992-1993

Ratsdokumente. — 170 (1992-1993) Nrn. 1 und 2.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 20. Oktober 1993. — Diskussion, Abstimmung.

Art. 5. In demselben Dekret wird ein « Kapitel VI bis. — T-Service Interim » eingefügt, das Artikel 26 bis bis 26 sexies beinhaltet und wie folgt abgefaßt wird :

« KAPITEL VI bis. — T-Service Interim.

Art. 26 bis. § 1. Der Verwaltungsausschuß bildet einen « T-Service Interim » genannten Dienst, der insbesondere aus einem Netz von örtlichen Agenturen besteht und dere einzige zuständige Dienst des Amtes zuständig ist, der die in Artikel 2 Absatz 1 2° erwähnte Aufgabe wahrnehmen darf. Dieser Dienst ist unabhängig in Sachen Personalverwaltung, finanzieller, technischer und Rechnungsführung.

§ 2. Den Mitgliedern des Personals vom T-Service Interim ist erlaubt, die Verwaltungsakte und Rechtsgeschäfte abzuschließen, die für die normale Arbeitsweise der örtlichen Agenturen in ihren wirtschaftlichen und sozialen Tätigkeiten zwecks der Vermittlung von Aushilfskräften notwendig sind.

Sie dürfen infolgedessen die folgenden Tätigkeiten allein ausüben :

- 1° das Verfassen und das Unterzeichnen eines Vertrags zur Zuverfügungstellung von einer Aushilfskraft;
- 2° das Verfassen und das Unterzeichnen einer Vereinbarung, die die Sonderbedingungen betreffend die Zuverfügungstellung an Benutzer festlegt;
- 3° das Verfassen jeder Akte oder Bescheinigung, die durch das Gesetz in sozialen Fragen verlangt ist;
- 4° die verwaltungsmäßige Einschreibung der Aushilfskraftanwärter.

Die Verwaltungsakte und Rechtsgeschäfte, die zwecks der täglichen Verwaltung und der Arbeitsweise des Dienstes der zeitweiligen Arbeit abgeschlossen werden sollen, werden unter der Verantwortung des örtlichen Amtsträgers hin ausgeführt.

Die Rechtsgeschäfte, die die Gesamtheit der durch das Gesetz in Buchführungs- und Handelsfragen und in Anwendung der sozialen Bestimmungen entweder gegenüber veröffentlichten Einrichtungen oder Aushilfskräften oder Benutzer verlangen Maßnahmen betreffen, werden gemäß ihrer Art entweder durch den Buchführer der örtlichen Agentur oder durch den Buchführer des Dienstes der Zentralverwaltung von T-Service Interim abgeschlossen und vom zu diesem Zweck bezeichneten Amtsträger gegengezeichnet.

Folgende Handlungen fallen ausschließlich in die Zuständigkeiten des Generalverwalters : die Rechtsgeschäfte, die zwecks der Konkretisierung der allgemeinen Tätigkeitspolitik von T-Service Interim ausgeführt werden sollen und die Finanz-, Rechnungs-, kaufmännische, verwaltungsmäßige, technische und rechtliche Führung betreffen, sowie die Geschäfte betreffend die Verwaltung der Arbeitskräfte reserven, den Ankauf, die Mietung, das Leasing, die Ausstattung aller für die Arbeitsweise vom T-Service Interim notwendigen Mobilien und Immobilien.

Mit dem Einverständnis des Verwaltungsausschusses kann der Generalverwalter dem mit der Direktion von T-Service Interim beauftragten Beamten die Gesamtheit oder einen Teil seiner Zuständigkeit übertragen. Diese Übertragung soll ausdrücklich sein. Sie ist widerruflich.

§ 3. Der gemäß Artikel 3 aufgestellte Verwaltungsvertrag beinhaltet ein für die Tätigkeiten von T-Service Interim bereitgestelltes Kapitel.

Art. 26 ter. § 1. Die Tätigkeit von T-Service Interim wird gemäß kaufmännischer Methoden geführt. Sie ist Gegenstand einer gemäß des Gesetzes vom 17. Juli 1975 betreffend die Buchführung und die Jahresabschlüsse der Unternehmen organisierten Buchführung.

Die Wallonische Regierung legt die Regeln über die Anwendung des ersten Absatzes fest, insbesondere was das Inventar der der Tätigkeit von T-Service Interim zugeführten Güter und verfügbaren Mittel und die innere Rechnungsschreibung der durch andere Dienste des Amtes oder zugunsten deren erbrachten Leistungen betrifft.

§ 2. Der in Artikel 37 Absatz 2 zweiter Strich erwähnte Haushaltsabschnitt des Amtes beinhaltet eine besondere Sektion, die die Einnahmen und Ausgaben angibt, die sich aus der Tätigkeit vom T-Service Interim ergeben.

Art. 26 quater. § 1. Folgendes bildet die Einnahmen von T-Service Interim :

- 1° die eigenen Einnahmen von seiner Tätigkeit;
- 2° der Ertrag der Anlage von seinen verfügbaren Mittel;
- 3° der Ertrag der in Artikel 23 § 3 Absatz 2 erwähnten Anleihen;
- 4° die in Artikel 26 sexies erwähnten Zuschüsse.

§ 2. Die Einnahmen vom T-Service Interim werden der Zahlung der folgenden Ausgaben zugeführt :

- 1° seiner Bewirtschaftungskosten;
- 2° der mit den Leistungen der Aushilfskräfte verbundenen Gehälter und Soziallasten;
- 3° spezifischer Aktionen, um die berufliche Eingliederung der Aushilfskräfte zu erleichtern.

§ 3. Auf Gutachten des Verwaltungsausschusses legt die Wallonische Regierung die Prinzipien der Tarifgestaltung vom T-Service Interim gegenüber die Benutzer fest.

Art. 26 quinquies. Ein Reservefonds wird für die Bedarfe des Dienstes gebildet.

Der Höchstbetrag dieser Reserve wird auf 100 Millionen Francs festgelegt. Dieser Betrag ist mit der Entwicklung des Index der Verbrauchpreise verbunden und besteht aus einem Abzug aus den Gewinnen der früheren Haushaltsjahre besteht.

Die Gewinne vom T-Service Interim werden dem Reservefonds bis zum in Artikel 2 erwähnten Höchstbetrag zugeführt. Wenn dieser Höchstbetrag erreicht wird, werden die übriggebliebenen Gewinne dem folgenden Haushalt im in Artikel 37 Absatz 2 zweiter Strich erwähnten Abschnitt, davon 50 % für die Sektion von T-Service Interim, ausgeschüttet.

Auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses kann die Wallonische Regierung den Betrag des Reservefonds an die wirtschaftlichen Umständen anpassen.

Art. 26 sexies. Ein Betriebsfonds wird für die Bedarfe vom T-Service Interim gebildet. Er besteht aus Mitteln vom Fonds für Arbeitsbeschaffung und gegebenenfalls von einer Subvention zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region, deren Betrag und Benutzungsmodalitäten von der Wallonischen Region festgelegt sind. »

Art. 6. In Artikel 33 Absatz 1 5° werden die Wörter « der subregionalen Ausschüsse und Dienststellen für Arbeitsbeschaffung » durch die Wörter « der subregionalen Direktionen » ersetzt.

Art. 7. Der in Artikel 5 erwähnte Dienst soll binnen den sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingesetzt werden.

Art. 8. Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt*.

Namur, den 4. November 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS  
Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,  
A. LIENARD  
Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugsarbeiten,  
G. MATHOT  
Der Minister des Transportwesens,  
A. BAUDSON  
Der Minister der öffentlichen Arbeiten,  
J.-P. GRAFE  
Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,  
R. COLLIGNON  
Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 424

4 NOVEMBER 1993. — Decreet tot wijziging van het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 1, 2de lid van het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling wordt vervangen door het volgende lid :

« De Dienst is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid en ingedeeld in de instellingen van de categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Tenzij er van afgeweken wordt door dit decreet is de Dienst onderworpen aan de bepalingen van voormelde wet die van toepassing zijn op de instellingen van vermeldde categorie. »

**Art. 2.** Artikel 2, 1e lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Dienst is belast met de volgende opdrachten :

1° de opdrachten zoals bepaald in artikel 7, § 1, litt. a, d, e, f en g van de besluit-wet van 28 december 1944 op de sociale zekerheid, alsook de uitvoering van de aan de O.N.Em toegekende taken in het kader van de door de nationale overheid besloten maatregelen inzake de tewerkstelling van de werklozen;

2° de indienstneming van uitzendkrachten om ze ter beschikking te stellen van gebruikers voor de uitvoering van een tijdelijke arbeid geoorloofd bij of krachtens de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers. »

**Art. 3.** In hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van hoofdstuk V wordt vervangen door het volgende opschrift : « Hoofdstuk V. — De subregionale directies »;

2° artikel 21 is opgeheven;

3° in artikel 22, 1e lid, worden de woorden « subregionale diensten » vervangen door de woorden « subregionale directies »;

4° in artikel 22, 2e lid, worden de woorden « van zijn diensten » vervangen door de woorden « van zijn directies ».

**Art. 4.** Aan artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt aangevuld met de volgende beschikking :

« De door de Dienst afgesloten leningen ten behoeve van de in hoofdstuk VI bis vermeldde dienst kunnen echter niet uitsluitend bestemd worden voor de financiering van de kapitaaluitgaven. »;

2° het wordt door een als volgt opgestelde § 4 en § 5 aangevuld :

« § 4. De belegging van de direct beschikbare middelen van de Dienst is onttrokken aan de bepalingen van artikel 12, § 2, 2e, 3e en 4e lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Met de goedkeuring van de Waalse Regering bepaalt het beheercomité de modaliteiten voor de belegging van de direct beschikbare middelen van de Dienst.

De beleggingsinteressen voortkomend uit het financieel beheer van de in artikel 37, 2e lid, voorziene begrotingsluiken van de Dienst worden hun respectievelijk toegewezen volgens de door het Beheercomité vastgestelde voorrang en modaliteiten.

§ 5. Ten behoeve van de Dienst wordt er een bedrijfskapitaal samengesteld, dat onderhouden wordt door onder meer toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest waarvan de bedragen en de gebruiksmodaliteiten door de Waalse Regering vastgesteld worden. »

(1) Zitting 1992-1993

Stukken van de Raad. — 170 (1992-1993), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 20 oktober 1993. — Bespreking, Stemming.

**Art. 5.** In hetzelfde decreet wordt een als volgt opgesteld hoofdstuk *Vibis*. — « De T-Service Interim » ingevoegd, dat bestaat uit artikelen *26bis* tot *26sexies* :

« HOOFDSTUK *Vibis*. — De T-Service Interim

**Art. 26 bis. § 1.** Het beheercomité richt een dienst in, « T-Service Interim » genaamd, en bestaande uit onder meer een netwerk van lokale agentschappen, dat bevoegd is om de in artikel 2, 1e lid; 2° vermelde opdracht uit te voeren met uitzondering van alle andere dienstverleningen van de Dienst. Deze dienst is zelfstandig voor het beheer van het personeel, van zijn finances, zijn boekhouding, alsook het technisch beheer.

§ 2. De personeelsleden van de T-Service Interim zijn gemachtigd over te gaan tot rechts- en administratieve handelingen noodzakelijk voor de normale werking van de lokale agentschappen op het vlak van hun economische en sociale activiteiten inzake tewerkstelling van uitzendkrachten.

Zij mogen dientengevolge enkel de volgende handelingen verrichten :

- 1° een overeenkomst van terbeschikkingstelling van een uitzendkracht opstellen en ondertekenen;
- 2° een overeenkomst opstellen en ondertekenen tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de terbeschikkingstelling ten behoeve van een gebruiker;
- 3° alle documenten of getuigschriften opgelegd door de sociale wetgeving opstellen;
- 4° administratieve inschrijving van de kandidaten-uitzendkrachten.

De rechts- en administratieve handelingen, die verricht moeten worden voor het dagelijks beheer en voor de werking van de uitzendienst, gebeuren onder de verantwoordelijkheid van de plaatselijke lasthebber.

De rechtshandelingen met betrekking tot alle verrichtingen opgelegd door de handels- en boekhoudingswetgeving en bij toepassing van sociale bepalingen ten aanzien van openbare instellingen of van uitzendkrachten of van de gebruikers worden overeenkomstig hun aard uitgevoerd hetzij door de boekhouder van het lokale agentschap, hetzij door de boekhouder van de dienst bij de centrale administratie van de T-Service Interim en medeondertekend door de daartoe aangewezen lasthebber.

Behoren uitsluitend tot de bevoegdheid van de administrateur-generaal de te verrichten rechtshandelingen om een vaste vorm te geven aan het algemeen beleid van de activiteit van de T-Service Interim en die betrekking hebben op het financieel, boekhoudkundig, handels-, administratief, technisch en juridisch beheer, alsook welke betrekking op het beheer van de menselijke krachten, de aankoop, de huur, de leasing, de inrichting van alle roerende, en onroerende goederen die nodig zijn voor de werking van de T-Service Interim.

De administrateur-generaal kan, met de instemming van het beheercomité, zijn bevoegdheden geheel of ten delen delegeren aan de agent belast met het bestuur van de T-Service Interim. Deze delegatie moet expliciet zijn. Zij is herroepbaar.

§ 3. Het overeenkomstig artikel 3 opgestelde beheercontract bevat een hoofdstuk toegewijd aan de activiteiten van de T-Service Interim.

**Art. 26 ter. § 1.** De activiteit van de T-Service Interim is geregeld volgens handelsmethodes. Zij is het onderwerp van een boekhouding georganiseerd overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De Waalse Regering bepaalt de voorschriften betreffende de toepassing van het eerste lid, inzonderheid wat betreft de inventaris van de goederen en de liquide middelen bestemd voor de activiteit van de T-Service Interim alsook de interne facturatie van de verrichtingen uitgevoerd voor of ten behoeve van de andere diensten van de Dienst.

§ 2. Het luik van de begroting van de Dienst bedoeld in artikel 37, 2e lid, 2e streepje, bevat een bijzondere afdeling die de ontvangsten en uitgaven voortkomend uit de activiteit van de T-Service Interim vermeldt.

**Art. 26 quater. § 1.** De ontvangsten van de T-Service Interim zijn de volgende :

- 1° de ontvangsten eigen aan zijn activiteit;
- 2° de opbrengst van de belegging van zijn direct beschikbare middelen;
- 3° de opbrengst van de in artikel 23, § 3, 2e lid vermelde leningen;
- 4° de in artikel 26 sexies bedoelde toelagen.

§ 2. De ontvangsten van de T-Service Interim zijn bestemd voor de betaling van de uitgaven verbonden aan :

- 1° zijn werkingskosten;
- 2° de wedden en sociale lasten verbonden aan de verrichtingen van de uitzendkrachten;
- 3° specifieke handelingen om de professionele inschakeling van de uitzendkrachten te vergemakkelijken.

§ 3. Op advies van het beheercomité bepaalt de Waalse Regering de tarificatiebeginselen van de T-Service Interim ten aanzien van zijn gebruikers.

**Art. 26 quinquies.** Er wordt een reservefonds opgesteld ten behoeve van de T-Service Interim.

Het maximumbedrag van deze reserve is vastgelegd op 100 miljoen BEF, gebonden aan de evolutie van het indexcijfer der verbruikersprijzen en samengesteld door een opmerking op de winst van de vorige boekjaren.

De winsten van de T-Service Interim zijn bestemd voor het reservefonds tot het in het 2e lid genoemde maximumbedrag; wanneer dit bedrag bereikt is worden de overblijvende winsten het volgende boekjaar ingeschreven op het luik bedoeld in artikel 37, 2e lid, 2e streepje, waarvan 50 % in de afdeling van de T-Service Interim.

Op de voordracht van het beheercomité kan de Waalse Regering het bedrag van het reservefonds aan de economische omstandigheden aanpassen.

**Art. 26 sexies.** Ten behoeve van de T-Service Interim wordt er een bedrijfskapitaal samengesteld, dat onderhouden wordt door het Fonds voor Tewerkstelling en eventueel door toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest waarvan het bedrag en de gebruiksmodaliteiten door de Waalse Regering vastgesteld worden. \*

**Art. 6.** In artikel 33, 1e lid, 5° worden de woorden « Subregionale Comités en Diensten voor Arbeidsbemiddeling » vervangen door de woorden « Subregionale Directies ».

**Art. 7.** De in artikel 5 bedoelde dienst moet werkzaam zijn binnen zes maanden na de inkrachttrading van dit decreet

Art. 8. Dit decreet treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 4 november 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 94 — 425

[C — 27060]

**23 DECEMBRE 1993. — Décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de Monuments et Sites (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** La Communauté germanophone, sur le territoire de la région de langue allemande, exerce toutes les compétences de la Région wallonne dans la matière des Monuments et des Sites, visée à l'article 6, § 1er, 1, 7<sup>o</sup> de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, à l'exception des Fouilles.

Le Conseil et le Gouvernement de la Communauté germanophone exercent les compétences de la Région wallonne qui se rapportent à cette matière, suivant le cas, par voie de décrets, d'arrêtés ou de règlements.

**Art. 2.** Le transfert de l'exercice de la matière visée à l'article 1er se réalise sans transfert de biens et sans transfert de personnel.

**Art. 3. § 1er.** Dès l'année 1994, une dotation inscrite au budget de la Région wallonne est octroyée annuellement à la Communauté germanophone.

§ 2. Le montant de la dotation annuelle visée au § 1er correspond au montant de 36 millions de francs, multiplié par le montant constituant, pour l'exercice concerné, la troisième partie des moyens de la Région wallonne visée à l'article 32 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, divisé par le montant de 25,0478 milliards de francs visé à l'article 28 de la même loi.

Il est augmenté d'un pourcentage de la quatrième partie des moyens visée à l'article 32bis de la même loi, correspondant au rapport entre le montant de 36 millions et le total des montants de base des première, deuxième et troisième parties des moyens de la Région wallonne visés respectivement aux articles 13, 15 et 16bis, 22 et 23bis, et 28, de la loi spéciale visée à l'alinéa 1er.

Le montant de la dotation annuelle est adapté aux actualisations des troisième et quatrième parties des moyens visées aux premier et deuxième alinéas, s'il échet par correction du montant de la dotation suivante.

§ 3. La dotation visée au § 1er est versée le premier jour ouvrable du mois de mai de l'année concernée.

§ 4. En cas de dépassement du délai fixé au § 3 et après notification de cette situation à la Région wallonne, la Communauté germanophone a le droit de contracter un emprunt auprès d'un organisme de crédit préalablement désigné de l'accord de la Région wallonne.

Cet emprunt bénéficie de plein droit de la garantie de la Région wallonne. Le régime financier de cet emprunt fait l'objet d'une convention générale préalablement conclue entre les Gouvernements et l'organisme de crédit concernés.

Le service financier de cet emprunt est directement à charge de la Région wallonne.

§ 5. A partir de l'année 2000, la fixation du montant de la dotation s'effectue sur la base du montant de l'année précédente, adapté à la fluctuation des moyens de la Région visés à l'article 33 de la Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

**Art. 4.** La Communauté succède aux droits et obligations de la Région wallonne relatifs à la matière visée à l'article 1er, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

En cas de litige, la Région wallonne ou la Communauté germanophone peut, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

(1) *Session 1993-1994*

*Documents du Conseil* — 197 (1993-1994) n° 1.

*Compte rendu intégral* — Séance publique du 17 décembre 1993. — Discussion. Vote.